L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 24 FEVRIER 1891. 64me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

Dufour & Bonnet, Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. MARDI, 24 FEVRIER 1891.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Hoey & O'Connor—Au local No 5 rue Front, entre Canal et Commune, douves, barils, barrillets, perches, cerceaux, fonds de barils, outils de tonneliers, plaques de fer pour réservoirs; coffre fort et meubles de bureau.

Par Stephen J. Derbès.—Coin Fulton et Huitième, épicerie, can goods, jambons, vins, liqueurs, bar, installations, balances, une betit à bière.

Par Henry Stern & Cie.—A leur salle d'encan No 86 rue du Canal: Un assortiment complet de bottes et Souliers.

La protection contre les inondations.

Il y a des situations malheureuses que ni les particuliers, ni les villes, ni les Etats, ne peuvent éviter, parce qu'elles sont la conséquence, soit d'antécédents historiques que leur a imposés un long passé, dont il leur est impossible d'effacer les traces ; soit de conditions topographiques ou météorologiques qui échappent à leur contrôle. Il serait puéril de chercher à se soustraire à l'action de ces forces supérieures, mais, en les subissant, on peut se prémunir contre les maux qu'elles entraînent, et détourner leurs effets. Avec un peu de prudence, d'adresse, de persévérance, on arrive, quelquefois, à changer en source de bienfaits ce qui semblait être, à tout jamais, une cause de ruine pour un pays. C'est ainsi que la Hollande appelée, autrement et à juste titre, les Pays-Bas, parce que le sol y est souvent au-dessous du niveau de la mer, est, après avoir, au moyen de digues, d'une solidité et d'une durabilité à toute épreuve, tenu en respect les flots de l'océan, parvenue à tirer un parti merveilleux, à faire un véritable jardin, des terres que les eaux de l'Atlantique ravageaient, régulièrement.

A propos des défectuosités de la topographie de la Basse-Louisiane, et, spécialement, de la Nouvelle Orléans, l'on a souvent cité la Hollande, et l'on avait raison, car les deux situations se ressemblent beaucoup.

Ici, comme là-bas, il y a dépression d'un sol qui se trouve, à droite, plus bas que le fleuve, à l'époque des grandes eaux ; à gauche, au-dessous des eaux du Lac Pontchartrain, gonflé, soit en hiver, soit en été, par certains orages ou par l'action de certains vents. Qui que nous soyons, particuliers ou gouvernement, notre principale affaire est de combattre les conséquences désastreuses qui découlent, naturellement, fatalement, de cette fausse situation. Au fond, il n'y a pas au monde d'autre œuvre civilisatrice que celle-là, et tout gouvernement qui néglige de l'accomplir, se rend coupable de lèse-civilisation. Les Hollandais ont merveilleusement rempli leur devoir; pourquoi ne remplirions nous pas aussi fidèlement le nôtre ? N'avons-nous pas, comme eux, le souci de l'avenir de notre pays, de nos familles—avenir qui dépend, presqu'entièrement, de l'énergie, de la vigilance que nous apportons dans nos luttes contre les assauts de la nature! Elle est ignorante, aveugle, cette nature ; elle ne sait ni ce qu'elle fait, ni ce qu'elle peut faire. Nous avons sur elle l'avantage inestimable de l'intelligence, de la force morale; nous savons non seulement que notre devoir est de la dompter, mais que nous avons, sous la main, tous les moyens de le faire. Nous n'avons pas besoin d'aller bien loin pour les trouver : c'est elle-même qui nous les fournit, inconsciemment, maladroitement, sur place; et nous nous laisserions ainsi vaincre par elle ! Serions nous à ce point dépourvus de l'intelligence de nos intérêts les plus légitimes, du sentiment de nos responsabilités vis-à-vis de la communauté, vis-à-vis des étrangers, vis-à-vis de nos familles, vis-à-vis de nous-mêmes ?

Nos obligations ne se bornent pas à la lutte contre le fleuve et le lac, mais contre les inondations qui, au centre même de l'emplacement sur lequel s'élève la ville, entre le Mississippi et le Pontchartrain, sont la conséquence des pluies torrentielles qui s'abattent, trop souvent, sur nos rues. La Nouvelle-Orléans forme, malheureusement, entre le plateau de la Métairie et les levées du fleuve, une vallée peu profonde, mais large, où s'accumulent rapidement les eaux. Presque tous les ans—assez souvent même, deux ou trois fois par an, ces vastes terrains, forcément désertés et incultes, malgré leur étonnante fertilité, sont couverts de plusieurs pieds d'eau du ciel.

Les voitures de nos jardiniers, de nos laitiers, peuvent à peine circuler, au milieu de ce lac qui se forme en bien peu d'heures, mais qui met de trop longues journées à s'écouler. Que de fois nous avons vu les habitants, trop rares, de ces quartiers, obligés de voyager en esquif pour venir dans le quartier commerçant vaquer à leurs affaires !

Et voilà près d'un siècle que dure cette situation, aussi honteuse qu'intolérable, sans que nous ayons su, ou plutôt voulu la faire cesser, car nous n'ignorons rien de ce qu'il faut faire pour remédier à tous ces maux, et aucune des ressources matérielles ou financières ne nous fait défaut. Les seuls obstacles nous viennent de nous mêmes, de notre apathie, de notre mauvaise administration, du maladroit emploi de nos fonds publics, de notre manie de nous désintéresser des affaires publiques, et de les laisser tomber entre des mains impuissantes ou inhabiles.

La déperdition des richesses qui en résulte, est inexplicable. La propriété foncière n'a pas la moitié de sa valeur intrinsèque; de vastes terrains qui devraient être habités, restent désertés; des milliers d'acres fertiles sont inexploités. L'industrie maraîchère — une des plus précieuses ressources de la Nouvelle-Orléans — est dans la marasme. On ne rencontre que des trous, des fondrières, là où l'on s'attend à trouver de superbes avenues, et un bon tiers de la ville n'est qu'un éternel marécage. Le nouveau comité de drainage s'occupe, dit-on, d'améliorer cet état de choses; il a récemment, donné signe de vie. Nous le croyons animé de très bonnes intentions et guidé par un zèle éclairé. Réussira-t-il mieux que ses prédécesseurs ? Nous le souhaitons de toute notre âme.

Assez et trop d'efforts infructueux et d'inutiles coups d'épée dans l'eau. Le temps des résolutions stériles est passé ; l'heure a sonné de l'action sérieuse, effective.

Les Cancers, les tumeurs cancéreuses, sont guéris par les vertus purifiantes de la Salsepareille d'Ayer.

Une petite voie d'eau fait parfois sombrer un navire, si elle n'est pas promptement fermée. Il est également vrai qu'il est urgent de traiter à temps rhumes et toux par l'usage du sirop pectoral balsamique de Ducongé.

LOUISIANE.

Le Sugar Bowl and Farm Journal, Nouvelle-Ibérie, paroisse Ibérie, du 21 février :

La première partie de la semaine qui vient de s'écouler, a été claire et d'une douceur printanière. On avait pu croire, un instant, que les champs inondés allaient être enfin débarrassés. Il n'en a rien été. La chaleur était trop forte pour la saison ; la pluie a recommencé, cette semaine. Les planteurs en sont désolés ; ils ne peuvent ni labourer, ni semer.

—Les chiffres définitifs, sur la récolte de sucre de cette année, ne sont pas encore bien arrêtés. On a lieu de croire qu'il dépassera 400,000 boucauts, contre 235,448 en 1889. Jamais un sucre, en général, n'a donné un pareil rendement ; on n'a eu, dans le passé, que deux récoltes supérieures à celle de 1890, mais, alors, il y avait beaucoup de terres en culture : en 1853, où l'on a eu 449,324 boucauts ; puis, en 1861, où l'on en a eu 459,419.

—D'après le rapport de la raffinerie Caffery, paroisse Ste-Marie, l'extraction du jus, à la tonne, a été de 75 pour cent. La tonne a donné 193 livres, et l'intérêt, sur le capital, avancé a été de 14 pour cent.

On a fait près de 7,000,000 de livres, et il est resté plus d'un million de livres dans la bagasse. Tout indique, donc, que si l'on fait quelques améliorations à la raffinerie Caffery, ce sera dans le sens de la diffusion.

—Les paroisses Assomption et Ascension sont toujours, à peu près, les premières paroisses sucrières de l'Etat. Il est donc tout naturel qu'elles désirent obtenir une grande usine centrale dans le genre de celle de Ste-Marie ; aussi les planteurs de cette région se sont-ils assemblés près de Belle Rose ; ils représentaient plus de 10,000 acres et plus de 70,000 tonnes de cannes. Il a été décidé que les propriétaires du 10ème ward d'Assomption et d'une partie du 3ème ward d'Ascension, désirent de posséder une usine centrale, et déterminés à tous les sacrifices possibles pour la posséder, offrent leurs services à tout capitaliste qui voudra bien placer son argent dans une pareille entreprise. Il sera, immédiatement, choisi un emplacement pour cette usine—le plus favorable que l'on pourra trouver.

—Tout concourt à forcer les planteurs à faire plus de sucre, de première qualité et à bon marché : non-seulement le nouveau tarif, avec sa prime accordée seulement à un produit polarisant un haut degré, mais aussi le bas prix du sucre, sur le marché ; aussi, jamais les fabricants en machines pour sucreries n'ont reçu tant d'ordres que cette année. Au premier rang des habitations qui ont commandé des machines nouvelles, il faut placer Evan Hall ; MM. Morvan et Levert, paroisse Lafourche; Madewood, à M. Slewelling Pugh, paroisse Assomption; Belle Grove, à M. M. Mellrida.

M. J. P. Kearney vient d'acheter l'habitation Hellechasse $64,000. C'est une admirable propriété, située à 20 milles au dessous d'Alger et contenant 5,000 acres. Elle a beaucoup de terrain bien boisé, de superbes cyprès. On y a fait 925,000 livres, en 1889; et en 1890, 1,500,000. M. Kearney qui va la transformer, compte sur 2 à 3,000,000 de livres, l'automne prochain.

—Nous lisons, dans l'*American*, de Lac Charles:

M. Ledoux, qui a exploité, pendant 23 ans, une habitation sucrière dans la paroisse St-Martin, et qui s'est établi, depuis six ans, dans la paroisse Calcasieu, où il s'est livré à la même industrie, nous déclare que Calcasieu est une région qui vaut mieux que celle du Têche pour la culture de la canne. Le jus produit autant, sinon plus de cannes ; 2, la qualité de produit y est meilleure que sur le Têche. Elle donne, à l'analyse, 15 pour cent de plus de matière saccharine ; la terre y est plus facilement drainée, plus facilement cultivée, et un homme y fait autant de besogne que deux, sur le Têche.

De nouveaux fermiers sont du même avis que M. Le Doux. Ajoutons à cela que la terre est meilleure marché, et que nous avons, partout, des cours d'eau, en abondance pour expédier nos produits. Pourquoi donc ne s'élèverait-il pas, à Lac Charles une usine centrale ? Nos fermiers commencent à comprendre les avantages de la culture de la canne parmi nous ; ils sont d'avis qu'il nous y faudrait, le plus tôt possible, établissement comme celui de Franklin. Le riz et le sucre sont deux produits importants, d'un rapport certain.

Nous avons le Kansas City, Watkins et Gulf qui va nous apporter, de l'Ouest, la farine, les viandes et les autres nécessités de la vie ; en revanche, nous leur expédierons notre riz, notre sucre, nos bois, nos fruits, nos légumes. Ces relations commerciales ne peuvent qu'être utiles aux deux grandes régions du pays, sceller leur union, et doubler leur prospérité.

Le *Meschacébé*, Bonnet Carré P. O., paroisse St-Jean-Baptiste, du 21 février :

Pendant les trois derniers jours—y compris les nuits—de la semaine dernière, il a plu presque continuellement. Déjà beaucoup croyaient à un nouveau déluge, quand le ciel s'est nettoyé. Le soleil a pu, depuis, sécher la belle boue qui recouvrait le coin du globe que nous habitons, mais son règne n'est pas souverain, et, bien souvent, il disparaît derrière les nuages menaçants qui inspirent une sorte de terreur à ceux qui les regardent. Avec cela il fait une température lourde, accommante, comme il en fait généralement au début du printemps. Chacun serait heureux que ce fût le printemps, mais le printemps pour vrai, sans arrière-pensée, sans gelée blanche en réserve pour tuer les jeunes bourgeons.

Le beau temps ferait maintenant l'affaire de tout le monde. Le travail des champs est déjà bien en retard, et, travailleurs, comme propriétaires, seraient bien content de le voir commencer.

Le fleuve monte, tout doucement, sans emportement, et fait prévoir, dès maintenant, qu'il sera bientôt très haut. Est-ce à dire qu'il sera terrible et redoutable comme il se fait quelquefois ? Nos autorités fluviales—c'est-à-dire les ingénieurs que le gouvernement a chargés de nous protéger contre les dévastations du Père des Eaux—prétendent que nous aurions tort de nous inquiéter des alarmes du fleuve ; qu'au contraire, nous devrions nous féliciter de le voir monter à cette saison, car ce qui la hausse peut gêner quelques travaux en retard, elle est, en même temps, un indice que les eaux qui doivent nécessairement couler dans le Mississippi, ce printemps, s'échappent graduellement déjà. Cela nous assurera, par la régularité des écoulements, une passée très douce de ces eaux, et nos levées ne seront pas mises au danger de rupture.

C'est à une théorie d'ingénieur soumis à l'*interface*, ce terrible système d'extraction d'opinions plus ou moins sincères. Le Mississippi n'a pas l'habitude d'avoir une règle de conduite tracée à l'avance, et nul, pas même le plus habile des ingénieurs chargés de surveiller, ne saurait dire comment il charriera ses eaux. Le temps le guide, en grande mesure, le plus souvent, il fait le contraire de ce que l'on attend de lui.

—Une charmante lettre de faire part du mariage de M. Julien Rousseau et de Mlle Marie Hélène de Schexnayder, qui a été célébré, à l'église St-Jean-Baptiste, le 2 février, s'étant égarée en route, nous est parvenue trop tard pour annoncer ce joyeux événement plus tôt. Bien qu'en retard, ce n'est pas moins sincèrement que nous offrons aux jeunes époux nos meilleurs souhaits de bonheur et de prospérité.

—Les inspecteurs des routes des deux rives de notre paroisse, sont scandalisés de l'état déplorable dans lequel les propriétaires ont laissé tomber leurs chemins, et ils ce sont promis, qu'à la prise, ils reverrait ces chemins dans toute leur gloire. C'est dans ce but louable qu'ils nous prient d'inviter chaque propriétaire à profiter du beau temps pour réparer sa route. Ils sont décidés à sévir contre les négligents.

—Dimanche dernier, un terrible accident est arrivé dans la paroisse Iberville et plonge dans le deuil une famille des plus estimées de notre paroisse. Dans une pièce de la maison qu'ils habitent, paroisse Iberville, étaient Soathène Berthelot, garçon de 18 ans, et son cousin, Joseph Benjamin Berthelot; sur une table, se trouvait un vieux fusil au sujet duquel ils parlaient. Benjamin Berthelot voulut prendre l'arme ; au moment où il la saisissait, son pied glisse, et la secousse fit partir une des charges que contenait le fusil. Soathène Berthelot demeura debout à la place qu'il occupait, sans donner le moindre signe qu'il avait été frappé; son cousin, ne soupçonnant nullement la gravité de l'accident, courut voir où le coup avait porté dans la porte, et ce fut que quand il se retourna qu'il vit du sang sur Soathène. Comme il voulut s'asurer s'il l'avait blessé, celui-ci tomba : il était mort.

Les restes de la malheureuse victime de ce triste accident ont été transportés, lundi, dans notre paroisse, et déposés au cimetière St-Jean-Baptiste.

Abita Ice Manufacturing Co., Limited.—On lira dans notre feuille de ce jour la charte d'une corporation nouvelle qui a pris son : "Abita Ice Manufacturing Company, Limited", et dont les fondateurs, des hommes entourés de respect, de considération, ne négligeront rien pour lui assurer longue et prospère carrière. La corporation en question, son titre le dit bien, fabriquera de la glace à Abita en dans ses environs, avec les eaux minérales de ce coin béni de la Louisiane. Dans une ville comme la nôtre, où la consommation de glace est considérable, il est facile de prévoir quel succès attend la nouvelle compagnie industrielle, dont le produit sera recherché par les gens bien portant pour l'agrément qu'ils y trouveront et par les gens délicats de santé pour les propriétés hygiéniques qu'ils lui demanderont.

La compagnie, nous le répétons, a à sa tête des négociants, des capitalistes, qui par leur autorité des affaires, leur sagacité leur énergie, leur popularité, lui gagneront la faveur publique dès son entrée en opérations, et vite alors lui viendra le patronage des familles, des institutions, des grands établissements. La population entière doit applaudir à la création de la compagnie de fabrication de glace d'Abita ; elle en bénéficiera largement.

La cure de la phthisie par le Dr Koch

fixe l'attention du monde entier dans le moment, et cependant nous avons à la Nouvelle-Orléans depuis 50 ans un remède souverain pour les rhumes, la toux et la phthisie ; nous voulons parler du sirop pectoral balsamique de Ducongé.

Le Rénovateur des Cheveux de Hall fournit le principe nutritif qui alimente et supporte la chevelure.

—Les chevaux couronnés.—Dès que l'accident est survenu, reconduire le cheval à l'écurie, laver la blessure à l'eau froide pour la nettoyer, sans l'irriter par aucune friction ; essuyer ensuite avec un linge doux ; mettre une couche de coton bien cardé, d'environ un travers de doigt d'épaisseur, fixer le coton par une large bande de flanelle ; recouvrir le tout d'une genouillère en peau, afin de le préserver des coups. Laisser reposer l'animal pendant trois jours, sans toucher à l'appareil. Au bout de ce temps, lever la genouillère et le bandage; enlever ensuite, délicatement, le coton autour de la plaie, sans toucher à la croûte qui se sera formée ; promener le cheval au pas, afin que la croûte ne se rompe pas, puis mettre une nouvelle couche de coton sans enlever celui qui adhère à la croûte ; remettre le bandage et la genouillère. En douze ou treize jours, la croûte tombe, et l'on voit dessous une peau nouvelle recouverte de poils sans aucun changement, même dans la couleur.

Le remède du Dr. Koch. Opinion de deux sommités médicales de France.

—Le remède Koch a été l'objet, à Paris, d'un nouveau jugement porté par les docteurs Germain Sée et Talamon ; en voici le résumé :

"Koch a réussi à extraire des cultures tuberculeuses une substance qui a une action puissante sur le microbe sur les lésions tuberculeuses. Il n'est nullement démontré que cette action soit utile ; mais il est dès à présent certain qu'elle peut être très nuisible.

"Il est indiscutable, en tout cas, que les effets nuisibles l'emportent sur l'effet utile.

"Il serait très regrettable qu'on ne trouvât pas le moyen d'utiliser thérapeutiquement un moyen d'action aussi puissant.

"Nous sommes convaincus, pour notre part, qu'on y arrivera.

"Mais la méthode actuellement mise en œuvre n'a fourni, jusqu'à ce jour, aucun résultat satisfaisant ; elle est de plus souverainement dangereuse.

"La conclusion qui s'impose est la suivante : on bien il faut modifier le mode d'emploi de la toxine de Koch, ou bien il faut y renoncer comme agent thérapeutique."

Russie.—Voyageurs de commerce français dans les provinces du midi.—La visite de l'archiduc François-Ferdinand d'Este.—Parlant de la grande affluence de voyageurs de commerce français dans les provinces du midi de la Russie, l'*Abeille de Don*, qui paraît à Rostof, dit entre autres :

"Jamais encore nous n'avions reçu une telle affluence de voyageurs de commerce, d'agents, de commissionnaires français, comme à présent. Ce sont des représentants de diverses maisons de commerce et d'industrie qui parcourent notre pays pour y établir des relations solides avec la France. Autrefois, c'étaient des maisons autrichiennes et allemandes qui envoyaient ici leurs représentants ; mais, dans ces trois dernières années, elles ont été supplantées par des maisons françaises. Il n'y a rien d'étonnant à cela. C'est la conséquence logique des sympathies franco-russes. Les cœurs des deux grandes nations battent à l'unisson."

Dans un article au sujet de la visite de l'archiduc François-Ferdinand d'Este, la *Gazette de Moscou* dit qu'elle est une nouvelle démarche faite dans le but de rechercher l'amitié de la Russie comme soutien de la triple alliance, la tentative de l'empereur Guillaume dans le même but n'ayant pas réussi.

"La triple alliance—conclut le journal russe—étant manifestement dirigée contre la Russie, que nous importe cette amitié ? La Russie peut continuer à vivre comme elle a toujours vécu, pour son propre compte ; elle peut continuer à persévérer dans son attitude expectante jusqu'à ce que l'occasion se présente, et laisser l'avenir à la Providence."

M. Crispi.—Observation et réponse a propos de sa politique.—La colère de l'ancien ministre.—Retour a la profession d'avocat.—On raconte qu'au dernier bal de la Cour italienne, le comte Herbert de Bismarck, après avoir exprimé ses regrets sur la chute de M. Crispi, aurait dit :

"Sa politique étrangère était très bonne pour nous."

M. Bonghi aurait répliqué :

"Oui, mais sa politique intérieure était très étrange pour nous."

"Que la triple alliance continue, soit—dit le *Siècle*, de Paris ; l'essentiel est que l'Europe apprenne d'oh lui vient la paix, et quand Crispi tombe après Bismarck, elle devine bien d'où serait partie la guerre."

D'après une dépêche de Rome, 9 février :

Le roi a offert à M. Crispi un titre de noblesse pour le récompenser des services qu'il a rendus.

M. Crispi a refusé.

Plusieurs journaux racontent qu'en rentrant chez lui, après le vote de la Chambre, la colère de M. Crispi fut terrible, qu'il commença par chasser toutes les personnes qui attendaient dans son antichambre, s'emporta contre ses domestiques, qu'il congédia pour le 15 février, et brisa une foule d'objets de valeur, entre autres un vase japonais, dernier présent du Quirinal.

La première cause que va plaider M. Crispi, qui vient de rouvrir son cabinet d'avocat, serait celle de la Compagnie générale de navigation.

Le traité franco-hellénique.—Une dépêche d'Athènes, arrivée au quai d'Orsay, annonce que le Parlement hellénique a approuvé, en première lecture, la convention conclue avec la France pour l'importation des produits français en Grèce et vice versa.

La situation agricole en France.

Nous lisons, dans le *Journal du Havre*, du 10 février :

Les préoccupations des cultivateurs sont toujours les mêmes. Il faut remonter à une vingtaine d'années, c'est-à-dire à l'hiver de 1870 1871, pour retrouver une situation aussi généralement troublée. Ainsi que nous l'avons dit déjà, les renseignements sont encore contradictoires, relativement aux effets de l'hiver sur les blés, comme sur les récoltes fourragères. On peut, néanmoins, affirmer, aujourd'hui, déjà à quelques faits généraux, dit le *Journal de l'Agriculture*.

L'action du froid a été variable sur les blés suivant qu'ils ont été semés plus ou moins tôt. Ici, ce sont les blés les plus avancés qui paraissent le plus atteints ; dictoires, relativement aux effets de ailleurs, c'est le contraire qui se produit ; quant à la proportion dans laquelle la destruction est plus ou moins complète, elle varie aussi dans de grandes limites ; toutefois, on peut, toujours-nous, être dans la vérité en affirmant qu'au tiers au moins des blés d'automne sont à refaire ; dans quelques contrées, ces proportions seront augmentées ; dans d'autres contrées, elle seront moindres.

En outre, un fait paraît acquis, c'est que les blés semés en lignes ont été beaucoup moins atteints que ceux semés à la volée. La période des jours pénibles n'est d'ailleurs pas achevée ; c'est ainsi que dans la région du nord-est, on traverse encore, depuis une dizaine de jours, une période de gelées nocturnes ou de dégels diurnes, qui doivent être très mauvais pour les plantes. On aura donc de grandes quantités de champs à ensemencer de nouveau ; aussi les prix des blés de printemps pour semences sont-ils partout en hausse.

Les blés qui n'auront pas été détruits par la gelée auront tous souffert des rigueurs de l'hiver. On devra donc leur donner une nouvelle vigueur par l'emploi d'engrais en couverture, surtout du nitrate de soude. Mais une grande circonspection s'impose dans l'emploi de cet engrais : non seulement des doses exagérées, mais des doses même seulement un peu trop fortes, présenteraient l'inconvénient de provoquer une végétation foliacée trop intense, d'entraîner la verse, et même d'empêcher le grain d'arriver à maturité.

D'autre part, on doit ne pas trop se hâter pour appliquer le nitrate de soude, et attendre le commencement du printemps. Dans tous les cas, on pourra le plus souvent se borner à appliquer seulement 100 kil. de nitrate de soude par hectare ; les circonstances paraissent rares, dans lesquelles on pourrait élever la dose jusqu'à 200 kil. par hectare ; cette dernière quantité est une limite qu'il serait tout à fait imprudent de dépasser.

La nouvelle Chambre espagnole.—D'après la *Correspondencia*, la nouvelle Chambre espagnole comprendra 288 conservateurs et 156 membres de l'opposition.

Mise à l'épreuve.—Le sirop pectoral balsamique de Ducongé n'est plus à mettre à l'essai. Depuis cinquante ans il est en usage et n'a pas manqué de guérir promptement et d'une façon permanente toux et rhumes.

Salle de l'Association de Bienfaisance Mutuelle du Pelican.

Les officiers et membres sont requis de se réunir au No 51 rue Bienville aujourd'hui mardi à 4 heures de l'après-midi pour assister aux funérailles de leur frère JULES P. VEAZEY, âge de 43 ans natif de la Louisiane.

Par ordre de
A. L. TISSOT, Président.
ELIE LAMBERT, Secrétaire aux finances.
24fév—1f

Messe funèbre.

Une messe funèbre sera célébrée à la cathédrale St-Louis à 7 heures A. M. mercredi 25 Février 1891 pour le repos de l'âme de ANDRÉ JEUFFRE. De la part de sa mère et de ses enfants et de son beau père Joseph Dolsac.
24 fév—1 f.

Grand'messe funèbre.

Une grand'messe funèbre sera célébrée à la Cathédrale St Louis, lundi 2 mars 1891, à 7 heures et demie A. M., pour le repos de l'âme de Mme ARTHUR DEJAN. Les amis et connais sances de la famille sont respectueusement priés d'y assister.

De la part de ses enfants.
24 fév—24 26 28—mars 1er

TO-KALON! TO-KALON!

Ne buvez rien autre chose, mais buvez le pur. C'est le fameux To Kalon de

PAUL N. VERNEUILLE,
Seul Agent,
159 rue Bienville, coin Toulouse.

6 juil—6 m

Succession du Dr George Howe.

Les créanciers et les débiteurs de cette succession sont respectivement priés de présenter leurs réclamations et de payer leurs comptes à la soussignée.

Mme Veuve HENRIETTE HOWE
Tutrice administratrice
Coin Chartres et Barthélemy.
15 fév—15 20 24

La barque italienne "San Prisco", capitaine Rosacco de Marseille, commencera son déchargement MARDI, le 24 courant, au plat de la rue Montégut, 3me district.

Les consignataires sont priés de s'occuper de la réception de leurs marchandises sur la levée, autrement elles seront emmagasinées à leurs frais et risques. Aucune marchandise ne sera livrée sans un ordre du consignataire, qui ne sera donné que par paiement du fret, et aucune réclamation ne sera reconnue à moins d'être faite et constatée sur la levée.

A. RIQUES,
67 et 69 rue Decatur.

Si la capitaine, si le consignataire de la barque italienne "San Prisco", de Marseille, ne réclament responsables des dettes contractées par l'équipage de la dite barque.

A. RIQUES,
22 fév—3f 67 et 69 rue Decatur.

DATE DE FONDATION, 1805

COMPAGNIE D'ASSURANCES
— DE LA —
NOUVELLE-ORLEANS.

New Orleans Insurance Company of New Orleans.

Etablie en 1805.

BUREAUX : 3 rue Carondelet, entre Canal et Commune.

J. TUYES, Président.
A. SCHREIBER, Vice-Président.
JOSEPH A. HINCKS, Secrétaire.

Assure contre les risques de feu, de mer et de rivières, aux taux les plus réduits.

DIRECTEURS.

M. Abascal,	H. Larondist,
Edw. J. Bibet,	Jos. Boyle,
Jules Andries,	Gust. Pitot,
H. Dilly,	J. P. M. Regnès,
F. J. Demarest,	Chas. H. Schmidt,
J. W. Hincks,	Jules Tuyes.

24 fév '91—1 an

Solfège, Chant, Piano.

Le Prof. GEO. L. O'CONNELL, directeur de l'Orphéon Français et d'oratorio du Cercle de la Harpe Eolienne, du Cercle Gounod, "N. O. Amateur Opera Co," pianiste accompagnateur et répétiteur pour les leçons de solfège, de chant, de piano et d'accompagnement.

Le Prof. GEO. L. O'CONNELL s'occupe aussi de direction d'orchestre et de concerts. S'adresser No 171 rue neuf Derbigny.
29 nov.—3 m—Dim Mar Jeu

BASILE BARES
FACTEUR DE PIANOS,
84 Rue Royale, Nlle-Orléans,
—SEUL AGENT POUR LES—
PIANOS GAVEAU, DE PARIS

Supérieur à tout ce qui n'est fait jusqu'à ce jour, de construction nouvelle pour la sonorité prolongée, à cadre en fer fondu d'une seule pièce, d'une perfection mécanique à toute épreuve, consacrée par 3 années de succès, et d'une double répétition, soumises par M. Gaveau pour la solution de l'accord. Ces pianos ont vérifiquement un volume et une puissance de son remarquables.

Accords et réparations de pianos par des spécialistes.
1 déc 90—1 an 99 nov—

Magasin du Bon Marché

F. ADRIEN BRUNET
Horloger, Bijoutier, Joaillier,
—Marchand de—
Montres, Pendules, Orfèvrerie Lunettes, Jumelles, Diamants et Bijouterie de toute description.
133 RUE ROYALE - 133
Causes et un broilles à pommes d'or et argent. Achat et échange de vieil or et argent. Montres et Bijoux de toutes sortes réparés par des ouvriers compétents.

CHARTE.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE.
PAROISSE D'ORLÉANS — VILLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

QU'IL SOIT SU que le douzième jour de mois de février en l'an du Seigneur mil huit cent-quatre-vingt-onze, et de l'Indépendance des Etats Unis d'amérique, le cent quinzième, devant moi, Martin Voorhies, notaire, dûment commissionné et assermenté, en et pour la paroisse paroissiale, y demeurant, en la présence des témoins ci-après nommés et signataires, personnellement ont comparu les personnes dont les noms sont ici apposés qui ont déclaré que en prévalant des dispositions des lois générales de l'Etat de la Louisiane relatives à l'organisation des corporations pour des travaux d'améliorations et d'utilité publique, elles forment et organisent une corporation sous les conditions et articles suivants :

ARTICLE I.

Le nom et le titre de la corporation est ici déclaré être "The Abita Ice Manufacturing Company, Limited".

ARTICLE II.

Le domicile légal de la dite corporation sera en la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane, bon présidant est l'officier désigné auquel seront servis toutes citations et tous documents d'un caractère légal.

La dite corporation existera possédera le droit de succession, et en jouira, sous son nom d'incorporation, pendant une durée de vingt-un ans, à partir de la date indiquée et aura pouvoir et autorité de contracter, poursuivre et être poursuivie, avoir un sceau et en faire usage, lequel pourra être détruit ou changé à son gré ; possédera, recevoir, acquérir et hypothéquer, vendre, bien que leur, hypothéquer sous son nom d'incorporation, de la propriété meublière et immobilière qu'aussi acquérir, avoir et en servir, telles la ventions ou titres par elle qui peuvent être considérées nécessaires à la conduite de ses affaires.

ARTICLE III

Les objets et fins de cette corporation et la nature de ses affaires sont l'établissement et l'exploitation de la glace avec des eaux minérales d'Abita ou des environs ou la paroisse St Tammany, en cet Etat, ainsi que la dite corporation le voudra.

ARTICLE IV

Le fonds capital de cette corporation est fixé à cinquante mille dollars en actions par cinq mille actions de dix dollars chacune, payables de la façon et en sommes que désignera le Conseil de Direction, dont un acte sera dressé et signé en bien encore en propriété transférée à la corporation. Tout actionnaire refusant ou négligeant de faire un de ses versements quand mis lui en sera demandé, perdra au profit de la corporation son titre à ses actions, après les trente jours qui suivront la notification qu'il recevra du secrétaire.

Cette corporation pourra commencer ses opérations et entrer dans les affaires dès que quinze cents actions de son capital auront été placées, et que cette charte aura été enregistrée et publiée conformément à la loi.

Aucun actionnaire ne sera responsable des contrats ou erreurs de cette corporation pour une somme excédant le refusant qu'il devra sur ses actions.

ARTICLE V.

Tous les pouvoirs incorporés de cette corporation, excepte ce qui est ici limité, se sont placés en et s'exerce par un Conseil de Direction qui se composera de cinq actionnaires, dont chacun possédera pas moins de quinze actions du fonds capital. Et aucun directeur ne sera éligible s'il n'a, au 1er janvier de son élection, un nombre quinze jours avant l'élection. Une majorité du Conseil constituera un quorum pour l'expédition des affaires ; et toute vacance produisant dans son sein par une cause quelconque, sera remplie par les directeurs restant. Tout directeur qui s'abstiendra d'assister à trois assemblées consécutives, sans excuse satisfaisante du Conseil, sera considéré comme s'étant démis de ses fonctions.

Le Conseil de Direction nommera par une majorité de tout le Conseil, un de ses membres président de la corporation et un autre vice-président. Il choisira également un secrétaire, un trésorier et tous autres officiers, commis et agents qu'il jugera nécessaires, définira leurs devoirs, fixera leurs salaires, et les destituera à sa volonté. Il pourra accorder tout expédition des affaires de la corporation à des commissions de son propre sein, ou à ses officiers ou agents tels pouvoirs qu'il jugera convenable, pourra également nommer des agents en Etat ou en dehors aux conditions qu'il désignera. Et le dit Conseil aura plein pouvoir de faire et donner des règlements pour la gouverne de cette corporation, et de les abroger et de les remplacer à son gré.

Le Conseil de Direction est en outre spécialement autorisé à entreprendre et à exécuter des travaux de propriété, aux dernières qu'il jugera convenable, le droit exclusif de l'abriquer et de vendre de la glace en l'Etat de la Louisiane avec les eaux minérales d'Abita, pendant tout le temps que lesdites patentes données par les Etats-Unis, aussi d'acquérir de la propriété immobilière, de manière et de quoi pourra être nécessaire à l'organisation des usines requises pour la fabrication de la dite glace et pour tous autres objets et à payer ces objets en plein avec des actions de la corporation intégralement payées.

ARTICLE VI.

Les actionnaires et après nommés consulteront le Conseil de Direction et conserveront leur mandat jusqu'au premier lundi du mois de décembre 1892, savoir : MM Louis E Massi aux, Richard Easter, Martin Voorhies, J Eugène Tourné et Martin Leroy.

Le premier lundi de novembre 1892 et tous les ans subséquemment, sera pendant quinze jours ayant été donné deux fois par semaine dans deux journaux quotidiens de la ville, une élection de 5 directeurs aura lieu dans le bureau de la corporation, en cet Etat, qui devra servir à cette élection et tout autre assemblée générale des actionnaires. Dans cette élection et toute autre élection générale, chaque actionnaire aura droit à autant de votes, au vote par actions donne par l'actionnaire ou son fondé de pouvoir autant de fois qu'il devra être élu ou directeur, et aucun autre vote quelconque ou droit d'élection n'aboutissait pas, la réunion d'actionnaires dans ce but pourra être ajournée à quinze jours plus tard et ainsi de suite jusqu'à ce que les actionnaires ainsi qu'il est pourvu plus haut, jusqu'à ce qu'une élection valide ait lieu. Toutes élections générales pour le choix de cinq directeurs de trois actionnaires (nom directeurs) nommée par le conseil de direction, et les directeurs alors élus entreront en fonction le premier lundi de décembre suivant, ou le plus tôt possible après

ARTICLE VII.

Cette charte pourra être altérée ou amendée en la corporation dissoute, par un vote des deux tiers des actions représentées, à une assemblée générale des actionnaires convoquée dans ce but, après trente jours d'avis public deux fois par semaine dans d'un feuilles quotidiennes de cette ville, et, en cas d'une liquidation d'affaires, les actionnaires de cette assemblée nomme ront comme commissaires trois des leurs dans les devoirs ser ai de liquider finalement toutes les affaires de la corporation. A telles conditions et de la fin façon qu'il aura été convenu à l'assemblée par une majorité des actions représentées.

Les stipulations dans cet article ne seront applicables que dans l'